

### Initiatives parlementaires

Que l'honorable députée qui a présenté cette motion sache que je conviens que c'est le dossier le plus important que la Chambre des communes ait à traiter aujourd'hui. Pour ma part, j'aimerais qu'on puisse prolonger le débat jusqu'à épuisement du sujet et tant que nous n'aurons pas mis sur la table un certain nombre d'idées concrètes et réalisables. Tout comme la députée, je considère qu'il s'agit là de notre priorité à tous.

De ce côté-ci de la Chambre, nous tentons de corriger la situation en prenant des mesures concrètes. Il est important que les Canadiens le sachent, parce qu'il est facile de leur donner l'impression qu'il ne se passe pas grand-chose à Ottawa, notamment ici, à la Chambre des communes.

Aux dernières élections, nous avons déclaré que les petites et moyennes entreprises étaient les mieux placées pour remettre les Canadiens au travail. Au Comité de l'industrie, des députés de tous les partis ont collaboré avec ardeur à une étude sur l'accès aux capitaux pour les petites entreprises, dont le but était essentiellement d'obliger davantage les banques à rendre compte de la façon dont elles traitent les petites entreprises.

J'espère que le rapport de cette étude sera bientôt déposé à la Chambre pour que nous en débattions tous. Les députés de tous les partis ont travaillé à ce rapport, non seulement au cours des six derniers mois, mais pendant tout l'été, de sorte que la rédaction achève maintenant. Les Canadiens doivent donc savoir que nous avons pris au sérieux notre engagement à mettre de la pression sur les banques et que ce rapport, que nous avons annoncé dans le dernier budget, sera rendu public sous peu pour que nous en débattions tous. C'est important.

Je rappelle aussi aux Canadiens que, pendant tout le printemps dernier, mon collègue de Parry Sound—Muskoka et d'autres députés se sont rendus dans toutes les régions de l'Ontario dans le but de rédiger un rapport sur l'accès aux capitaux. Ce rapport est terminé et contient des recommandations fantastiques. Tous les Canadiens peuvent en avoir un exemplaire en écrivant au bureau du député de Parry Sound—Muskoka. Ce dernier a maintes fois affirmé qu'il se ferait un grand plaisir d'acheminer le rapport.

• (1145)

Plus précisément, les petites entreprises ont besoin de capitaux pour remettre les Canadiens au travail. C'est une mesure concrète à laquelle nous travaillons.

Il y a autre chose qui se fait actuellement. Je ne voudrais pas donner à la députée du Yukon l'impression que nous allons nous satisfaire des mesures dont je parle actuellement. Nous n'en faisons pas assez; nous avons encore plus de comptes à rendre. Il est important de montrer que nous prenons vraiment des mesures concrètes.

Par ailleurs, nous examinons de façon très précise, dans le cadre d'une étude menée conjointement par les ministères de l'Industrie et des Finances, comment réduire la paperasserie pour les petites et moyennes entreprises. Ce problème est une autre raison pour laquelle un grand nombre d'entrepreneurs éprouvent un sentiment de frustration et hésitent à se lancer à fond. L'étude est en cours et elle fera l'objet d'un suivi concret.

La réforme fiscale est une autre question que les Canadiens souhaitent voir abordée cet automne, alors que nous nous dirigeons vers le prochain budget. Le régime fiscal au Canada est inefficace, complexe et, de toute évidence, injuste. Je suis d'accord avec la députée du Yukon sur bon nombre des recommandations qu'elle a formulées, elle soulève ces questions depuis plusieurs années. Je pense que nous en sommes rendus au point où les Canadiens vont nous exhorter plus que jamais à régler toute la question de la fiscalité.

À mon avis, la fiscalité fait partie intégrante du processus visant à redonner du travail aux Canadiens. En effet, plus une personne travaille fort et gagne de l'argent, plus elle a tendance à investir ou à dépenser. Or, le régime fiscal actuel décourage les investissements et les dépenses. En fait, un bon nombre de nos esprits les plus brillants et les plus compétents quittent le pays. S'ils ne quittent pas physiquement le Canada, ils s'organisent pour investir à l'étranger. Si nous voulons redonner du travail aux Canadiens et si nous voulons améliorer la situation décrite en chiffres très concrets par la députée du Yukon relativement aux coûts liés au déficit et à la dette, une révision intégrale de la structure fiscale dans notre pays s'impose. C'est là un autre très important défi qu'il nous faut relever.

**M. Riis:** Mettons-nous à la tâche!

**M. Mills (Broadview—Greenwood):** Des députés disent: «Mettons-nous à la tâche». C'est la rentrée parlementaire et nous allons nous mettre à pied d'oeuvre. Je constate qu'il y a un très grand nombre de députés intéressés par la question qui sont présents ce matin. Nous sommes lundi matin et nous sommes déjà à la tâche. Je ne vous demande pas d'être patients. En fait, j'espère que vous continuerez d'insister plus que jamais afin que ces questions soient réglées. Les députés soulèvent un point très important. On sent que la situation est urgente.

J'ai collaboré cet été à un projet touchant au secteur riverain de Toronto. Selon certaines études provinciales. . .

**M. Riis:** Un casino.

**M. Dennis J. Mills (Broadview—Greenwood):** Oui, le casino était l'un des éléments visés, qui ne représentait toutefois que 2 p. 100 du projet. La semaine dernière, des élus municipaux nous ont reproché notre empressement à donner le feu vert à ce projet. Je ne vois pas comment on peut nous reprocher de mettre beaucoup d'empressement à redonner du travail à nos concitoyens, surtout dans une ville où l'on trouve près de 400 000 chômeurs.

Voilà le dernier point que je voulais faire valoir. Nous, les députés, devons comprendre que les Canadiens espèrent que nous agirons de toute urgence pour régler la situation. Il nous faut répondre à leurs attentes.

• (1150)

Dans le secteur privé, lorsque les temps sont durs, les travailleurs mettent les bouchées doubles. Ils travaillent de longues heures, parfois six ou sept jours par semaine. À la fonction publique fédérale comme à tous les niveaux de gouvernement, nous devrions envisager la possibilité de faire travailler les gens